

Pour l'évaluation d'une improbable menace du Sud

Jean-Louis Duclos

Pour que menace du Sud il y ait, trois conditions doivent être remplies : qu'il y ait un Sud, qu'il ait une volonté de nuire, qu'il en ait la capacité. On pourrait en ajouter une quatrième, subsidiaire parce que contenue en creux dans la première : il lui faut une cible. Sur tous ces points, la Guerre livrée à l'Irak peut servir de révélateur dans la mesure où elle oppose un État appartenant à ce Sud présumé à une coalition conduite par les Etats-Unis d'Amérique.

Réalité du "Sud" ?

L'image d'un Sud dangereux à force d'être sous-développé, affamé, prolifique et polluant est un fantasme fort répandu chez les "civilisés" qui croient n'être rien de tout cela. Elle exerce sur eux les fascinations de l'altérité, du désir et de la mort.

Mais si ce Sud est aussi une réalité géopolitique [1], on le reconnaîtra comme le lieu territorial et/ou social de traits communs qui le distingueraient d'un non-Sud, sans doute le Nord, avec lequel il serait en relation [2]. Ces traits communs parurent assez évident dans les années soixante pour qu'Alfred Sauvy l'identifiât comme étant le tiers monde. Ses similitudes les plus évidentes ressortissent naturellement au champ économique et portent principalement sur le très faible niveau de l'industrialisation et du niveau de vie [3]. Plus fortement inscrits encore dans le paysage, figuraient les conséquences sociales de la sous-industrialisation et d'une pauvreté populaire généralisée : exode rural et bidonvilles, prolifération élevée, dénuement et dénutrition généralisés, n'excluant pas, ici et là, des survivances féodales prospères.

Le politique lui-même était censé traduire l'unité relative du tiers monde pour lequel on ne tarda pas à inventer la notion quelque peu scabreuse de sous-développement politique. Au plan intérieur, celui-ci serait synonyme d'inefficacité et de despotisme. Outre ces caractéristiques négatives, les auteurs ont été embarrassés pour trouver des ressemblances entre des sous-ensembles aussi typés que les "mondes" chinois, indien, musulman et la collection des États africains, amérindiens, ou sud-asiatiques sans enracinement culturel, dans l'ordre de l'obligation, de l'organisation et du spasme politiques [4]. Vis-à-vis de l'extérieur, par contre, c'est-à-dire de

l'ensemble euro-américain sous influence des Etats-Unis et au dynamisme impérial toujours renaissant malgré les revers, une certaine cohésion se faisait jour. On l'a bien vu à Bandoung (1955) où, pour la première fois des pays situés aux quatre coins de la planète (au nombre de 29) tiennent, malgré la présence insolite de l'Union soviétique et surtout du Japon, ces premiers États généraux des nations prolétaires [5]. Ceux-ci expriment, entre autres, une solidarité afro-asiatique certaine et l'amorce d'une politique de non-alignement concerté. A cet égard la conférence de Bandoung peut passer pour la première tentative d'organisation des pays du Sud. Elle dépasse en tout cas les limites communautaires des regroupements politiques transcontinentaux du type Ligue des États arabes (LEA) ou Organisation de la Conférence islamique (OCI) ainsi que les restrictions géographiques d'institutions continentales, telles que l'Organisation de l'Unité africaine (OUA) ou celle des États (latino-)américains (OEA).

Avec le ralliement de ces derniers aux courants d'idées exprimés à Bandoung, on passe de l'afro-asiatisme au tricontinentalisme dont Ben Barka fut en son temps l'un des animateurs. L'institution la plus représentative se trouve en être la Conférence de solidarité des peuples d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine réunissant en sommets, de la Havane (1966) à Belgrade (1988), jusqu'à 102 pays dont l'un des dénominateurs communs est assurément la critique idéologique du modèle capitaliste libéral et de l'impérialisme culturel, économique et éventuellement militaire de l'Occident américanisé. Arguments à l'appui, la dénonciation porte sur l'endettement extérieur qui avoisine les 1500 milliards de dollars, l'investissement étranger aliénant et destructeur, l'inégalité forcée des termes de l'échange. On aspire par contre à un Nouvel ordre économique mondial dont l'émergence est devenue une obligation légale (?) internationale par les votes de l'Assemblée générale des Nations Unies (1974). C'est théoriquement pour répondre à cet objectif que s'est constitué au sein de la Conférence des Nations unies pour le Commerce et le Développement (CNUCED) le groupe des 77 [6] et qu'on a amorcé à Cancun (1981), à Paris et ailleurs à l'ébauche d'un dialogue Nord-Sud.

Moins encore qu'un dialogue de sourds, ces face-à-face ne sont pour beaucoup d'observateurs que le révélateur de la nouvelle question sociale internationale [7] et la manifestation d'une fracture planétaire au tracé sinueux présumé conflictuel. D'un côté, celui du Nord, s'étend le camp de la puissance dominante américaine. Monde libre d'hier, il reste composé d'alliés et de clients relativement dépendants, globalement soumis et satisfaits de l'être. Il pousse ses avant-postes

au coeur même du Sud, grâce aux gouvernements sous contrôle, aux intellectuels convertis, aux irréductibles de la consommation. De l'autre bord, figurent les États et/ou les sociétés du Sud, généralement pauvres, mais parfois ex-pauvres [8], dont les frustrations en terme de déficit matériel et/ou statutaire sinon statural, nourrissent une rancœur d'autant plus dirigée contre le Nord américanisé que celui-ci se comporte en accapareur de ressources et de statut. Zaki Laïdi fait remarquer à cet égard qu'une prépondérance américaine planétaire est d'autant moins supportable que, naguère hégémonique mais plus ou moins rémunératrice, elle tendrait à n'être aujourd'hui que prédatrice, soit extractrice de ressources sans compensation [9], tout au moins civiles.

Corollaire de la place centrale qu'occupent les États-Unis d'Amérique dans les définitions du Nord comme du Sud, l'appartenance de l'Union soviétique au premier de ces ensembles apparaît des plus problématiques. S'il est vrai que depuis la perte de son glacis européen elle a cessé d'être l'Est et que l'immensité de ses besoins semble devoir l'intégrer à un nouveau Nord-Ouest [10], elle n'a pas dit à cet égard son dernier mot.

Notons enfin, pour en finir avec ces considérations trop générales, que les critères objectifs ne suffisent pas à définir de manière incontestable les contours du Sud, pas plus que n'y parviendraient seules la décision politique ou les opinions sociales des non-Sud. Le facteur déterminant est bien plutôt à chercher dans le sentiment des intéressés - sinon le désir car le statut n'est pas avantageux - d'en faire partie [11]. Cette auto-identification subjective, quasi psychologique, et pour tout dire quasi idéologique se renforce, par une sorte d'effet-miroir, l'image qu'envoie du Nord l'opinion tout aussi réductrice, mais puissamment constructrice - ou destructrice ? - de sociétés s'estimant du bon côté de la planète.

Si tel est bien le cas les épreuves de l'Irak, insulté, dévasté, martyrisé par une coalition typiquement représentative d'un Nord s'employant au châtement d'un du Sud qui défait son ordre, au s'employant au châtement d'un du Sud qui défait son ordre, au nom des Arabes, des musulmans et des déshérités du tiers monde, auraient dû, et devraient encore susciter chez les uns et chez les autres des réactions de solidarité verbales et/ou agissantes, d'autant moins ambiguës qu'on siège près du centre irako-centré d'une configuration arabo-islamo-tiers-mondiste d'identifications gigognes.

Des gouvernements plutôt anti-irakiens.

Il est d'usage, parfois abusif, d'opposer dans ce Sud, réputé antidémocratique par contraste à notre Nord-Ouest aux si jolies vertus, les peuples aux gouvernements ; ces derniers étant moins représentatifs des premiers que, selon la théorie d'Edward Shils, gestionnaires à la "périphérie" des intérêts du "Centre". On ne saurait donc être surpris que, dans cette guerre du Golfe, bon nombre de ces États dits périphériques aient choisi de se placer dans le sillage américain et ce d'autant plus fermement qu'ils étaient régionalement concernés par les ambitions irakiennes ou soumis aux influences financières des Saoudiens.

C'est ainsi qu'au sein du monde arabe ils ne furent que cinq (Jordanie, Libye, OLP, Soudan, Yémen) à ne pas exiger le retrait inconditionnel et immédiat de l'Irak au lendemain de son invasion du Koweït. Quelques jours plus tard, malgré le renfort de l'Algérie, de la Mauritanie et de la Tunisie, c'est encore moins de la moitié des pays arabes qui refusent ou évitent de cautionner l'intervention des forces étrangères. Bien plus, l'Égypte, la Syrie et le Maroc, outre les monarchies du Golfe, participent à une force réputée panarabe, subordonnée en fait au commandement américain.

Guère plus d'homogénéité du côté des États non arabes membres (22 sur 41) de l'Organisation de la conférence islamique. Il ne s'en est finalement trouvé que cinq pour rallier la coalition anti-irakienne sans y inclure, bien entendu, le cas très particulier de l'Iran. Pour les plus importants d'entre eux (Turquie, Pakistan et Bangladesh), l'influence exercée par les Américains et les Saoudiens sur les appareils gouvernementaux, militaires et financiers de ces États ont joué un rôle déterminant. L'aversion inspirée par la Mauritanie, trop liée pensait-on, à Saddam Hussein a pu tenir lieu par ailleurs chez certains voisins (Niger, Sénégal) de raison suffisante.

Quant aux gouvernements des pays non arabes non musulmans du tiers monde, ils brillent surtout par leur remarquable discrétion. Présents au Conseil de sécurité de l'ONU au nombre de sept (Chine, Colombie, Côte-d'Ivoire, Cuba, Éthiopie, Malaisie, Zaïre), Pékin et la Havane, en plus du Yémen, sont les seuls à refuser leurs voix aux votes des résolutions "américaines" du Conseil que les autres vont, parfois même, jusqu'à co-parrainer. Faute de plaider en faveur de Bagdad la modération des sanctions, du moins ne s'y associent-ils pas activement. Sur d'autres sites, diplomatiquement moins sensibles, l'effacement du Sud est encore plus évident. A Paris par exemple, les ministres des 41 pays les moins avancés, réunis le 3 septembre 1990 au siège de l'Unesco (Paris), ne soufflent mot de la guerre qui se

prépare. Autre instance tiers mondiste, les non-alignés se sont réunis au nombre de 17 à Belgrade, le 12/02/91, donc en pleine bataille préliminaire ; ils passent allègrement sous silence le carnage de l'un des leurs, pris à contre-pied sans doute par la présence parmi eux d'États membres de la coalition arabo-occidentale. Plus troublant encore serait le fait qu'il n'y aura qu'une voix, celle de l'Irak lui-même, pour s'opposer aux 144 voix qui condamnent à l'Assemblée générale des Nations unies du 18/12/1990 "les sérieuses violations (irakiennes) des droits de l'homme contre le peuple koweïti et les nationaux d'États tiers". On relativisera cependant l'engagement pro-américain anti-irakien des États non arabes non musulmans du Sud, en observant qu'ils ne sont finalement que trois (Argentine, Honduras, Sierra Leone) à figurer dans la coalition. Parmi ces derniers, l'Argentine mérite une mention particulière puisque la décision semble avoir été prise par un chef d'État, Carlos Menem, resté proche de ses origines syriennes, à la requête d'émissaires orientaux et sous la pression d'un état-major plus soucieux, a-t-on dit [12], de tourner la page peu glorieuse des Malouines que de cultiver de vaines rancœurs anti-britanniques et anti-américaines.

Des sociétés civiles généralement pro-irakiennes

Voilà qui tendrait à faire douter d'une insaisissable identité du Sud aux solidarités décosues, si ce n'était, çà et là, des manifestations d'opinions. A vrai dire, nous manquons des moyens d'une investigation systématique de ce type de phénomène, notamment hors du premier cercle, inter-arabe, de solidarité. Là, en tout cas, partout où l'effet de foule est rendu possible par une densité et une uniformité populaires suffisantes, les masses [13] arabes ont clamé dans des rassemblements non voulus par le pouvoir et malgré la personnalité peu attrayante de Saddam Hussein leur ardente sympathie au triple motif que Bagdad défait l'Occident, qu'il menaçait du moins le croyait-on - Israël, et, bientôt, qu'il allait le payer d'un prix jamais exigé du tiers monde depuis la guerre du Vietnam.

Épargnant les sociétés clairsemées et composites des pays du Golfe, ainsi que, pour l'essentiel, une population égyptienne plutôt autiste et de surcroît recrue de mauvais souvenirs bilatéraux, des mobilisations pro-irakiennes ont affecté le monde arabe, de Beyrouth (sinon de Damas, sous surveillance) à Nouakchott. Elles ont culminé en Jordanie, mais furent guère moins considérables au Yémen et au Maghreb. Là, un libéralisme politique tout relatif et l'éloignement géographique permettent, sur un tel sujet, aux émotions collectives et aux exaltations martiales de se donner impunément libre cours. On

notera ici que les deux motivations principales de ces mouvements populaires, l'anti-occidentalisme anglo-franco-américain et le pro-palestinisme, auxquels on peut ajouter accessoirement la haine des riches du Golfe, cherchent leur rationalisation dans un argumentaire qui emprunte moins au nationalisme arabe qu'à l'islamisme.

En passant cependant au second cercle de la solidarité pro-irakienne, l'Islam non arabe, la protestation populaire perd de sa vigueur et change de sens à moins qu'elle ne soit tout simplement inexistante, comme ce fut généralement le cas dans l'Afrique non arabe où cet Islam statistique (à peine plus de 250 millions de musulmans sur 1,155 milliard) [14] affronte des dilemmes de coexistence politique et de survie alimentaire absolument prioritaires.

Il n'en va pas exactement de même dans les pays de l'Islam sud-asiatique. Dans certain cas l'affiche même de la neutralité, comme en Iran, exprime, compte tenu des antécédents et du contexte, sinon le soutien de l'ex-ennemi et la réprobation de ses agresseurs [15] Ailleurs, notamment dans les pays de l'Islam sud-asiatique, le caractère somme toute limité des manifestations et leur détournement politique apparaissent clairement. Il faut dire que cet Islam-là, à l'inverse de certains islamismes arabo-iraniens, ne prête guère à des prises de position qui seraient, fut-ce indirectement anti-occidentales ou, plus précisément, anti-américaines. Jusqu'alors, en effet, on ne l'a vu sortir d'un piétisme aux explosions parfois dévastatrices que pour affirmer, avec la bénédiction des gouvernements locaux et les encouragements de Washington, son allergie au marxisme. Il n'aura donc jusqu'alors servi, géostratégiquement parlant, de Kaboul à Brunei, et à grand renfort de pétro-dollars, qu'au containment de l'Union soviétique, sinon à sa déstabilisation. Son éventuel soutien à l'Irak baathiste et réputé allié de Moscou ne pouvait être en l'occurrence qu'embarrassé.

Au Bangladesh et au Pakistan cependant (106 et 109 millions de musulmans [16], dont de maigres détachements armés font de la figuration au sein de la coalition anti-irakienne, toute expression de solidarité avec le peuple irakien est aussi une manière d'opposition à son propre gouvernement. C'est ainsi qu'à Dacca, quelques maigres cortèges ont défilé devant les grilles des ambassades. A Karachi, où on qualifie de vice-roi l'ambassadeur américain [17], c'est le chef d'état-major de l'armée lui-même qui fait savoir que la "grande masse" voit en Saddam Hussein le seul défenseur de la foi et dénonce la férocité avec laquelle le peuple irakien est puni, tué et dévasté [18]. Plus loin, en Malaisie (8,5 millions de musulmans sur 17 millions), l'opposition

islamique passe à l'insulte du Premier ministre, traité de Fils de George Bush, et recrute des volontaires [19]. Il n'est pas jusqu'à l'Indonésie (179 millions de musulmans) où l'épreuve de lointains correligionaires irakiens n'ait fait sortir, avec quelques milliers d'intrépides, l'Islam local d'une introversion toute tropicale. En Inde enfin où se trouve rassemblée la troisième concentration islamique mondiale (101 millions), celle-ci n'est pas l'inspiratrice des politiciens et des éditorialistes. Bien que trouvant triste que la bannière du tiers monde soit brandie par Saddam Hussein et que celui-ci se fasse passer pour le champion des Palestiniens, ils critiquent pêle-mêle le comportement et les motivations américaines ainsi que les complaisances de leur gouvernement [20].

Déjà perceptible en milieu arabe, où le ministre français des Affaires étrangères Roland Dumas croit pouvoir estimer que les foules manifestaient souvent autant en faveur de Saddam Hussein que contre les gouvernements [21], la dérive politicienne des réactions populaires du Sud musulman non arabe à la crise et à la guerre du Golfe est plus sensible encore. Rares dans le reste non arabe non musulman du Sud, ces dernières y semblent à la fois moins spontanées et plus récupérables. Cibles de proximité, les gouvernements ainsi visés, étaient aussi pour leurs opposants populaires le symbole d'un désordre mondial aux illustrations pour lors dramatiques et auquel on avait toutes les raisons, au Sud, de vouloir mettre fin.

Le brouillage des griefs.

Le désordre mondial est lié à la primauté du politique et de la force sur le Droit. Malgré le renforcement des règles internationales, il reste en effet largement fondé, pour le profit des Grands, réputés détenteurs d'un savoir, d'une moralité et d'une utilité universels, sur les voies de fait qui, depuis la Renaissance, ont fondé la prédominance des Européens et de leurs descendances. La version moderne de cette histoire qui se survit dans la mémoire et dans l'expérience des peuples "exotiques", c'est l'exploitation coloniale/impériale du monde entier partout il se peut. Assortie éventuellement des génocides de type indien que l'on connaît, elle l'est généralement du refoulement des nations indigènes et de l'abaissement juridique et culturel des autochtones laissés sur place.

La bipolarisation du système international induisant la stabilisation du double projet hégémonique américano-soviétique n'a apporté, par nature, qu'un faible correctif à l'héritage. Cependant, en se marquant mutuellement dans l'espace, chaque super-Grand a plus ou moins

réussi à mettre son camp à l'abri des nuisances de l'autre. Que ce soit en particulier en Amérique latine, au Moyen-Orient, en Afrique, voire dans l'Asie de l'Est et du Sud-Est, la diplomatie, la propagande, la coopération de Moscou ont clairement signifié jusqu'où Washington et ses proches pouvaient aller trop loin, sous peine de se heurter à des mises en garde stratégiques allant jusqu'à l'alerte nucléaire ou de risquer la défidélisation d'une clientèle frontalière réellement ou symboliquement fort utile. On peut ainsi arguer que le soutien soviétique n'a pas peu contribué à la survie de certaines causes tiers-mondistes assez généralement considérées comme justes, telles que la revendication nationale palestinienne, le droit de Cuba à l'indépendance ou celui des républiques "libérées" du Moyen-Orient, dont l'Irak, au non-alignement. Rapporté aux conflits locaux des trois continents il eut surtout un rôle globalement stabilisateur, relativement dissuasif pour ceux d'en face et plutôt modérateur pour ses propres bénéficiaires, entretenus dans la patiente espérance de lendemains réparateurs indéfiniment ajournés. Il n'est jusqu'aux coûts des batailles qu'un équilibre américano-soviétique auront contribué à minorer comme le suggère a contrario les 150 000 (?) tués irakiens de la récente guerre monopolisée d'Irak comparés à la cinquantaine de milliers de victimes, elles aussi en majorité arabes, des six guerres israélo-arabes. Fruit de la perestroïka gorbatchévienne, la débipolarisation, au lieu d'une multipolarité entrevue par certains, fait place à l'universalité de l'empire américain que la crise du Golfe et l'écrasement militaire de l'Irak a, d'une certaine manière, illustrée. A l'effacement militaire et diplomatique soviétique pour cause de sinistre économique répond la suprématie incontestée des armes, donc de la politique, des États Unis qui, alliés aux gouvernements locaux, leurs obligés, ne trouvent bientôt plus d'autre obstacle à leur entreprise interventionniste universelle que la résistance intérieure des peuples.

Or l'effondrement du modèle idéologique soviétique et le passage de l'ère bi-hégémonique à l'ère prédatrice [22] laissent les sociétés du "Sud" plus orphelines que jamais. Cessant d'être des acteurs politiques susceptibles de passer à l'Est [23], elles ne sont plus que des objets économiques à saisir. Il y a là de quoi induire chez les militants populaires épris de liberté, d'égalité et de fraternité, à l'échelle tant nationale qu'internationale, une sorte de désespérance politique, dont les effets débilissants au plan de la rationalité stratégique font, à court terme, l'affaire du Nord, mais sans doute à court terme seulement. Si on veut bien rapprocher le portrait du ressortissant des sociétés sous-développées du Sud, paysans-éleveurs, sous-prolétaires, prolétaires, ou intellectuels insatisfaits, de celui du colonisé d'Albert Memmi, ce qui nous paraît légitime, on reconnaîtra qu'être d'oppression, il est

fatalement un être de carence" et qu'il n'est pas dans la nature de l'homme de s'y résigner. Selon Memmi [24], le refus de la situation qui lui est faite consistera à chercher à "devenir autre" ou à conquérir ou "reconquérir toutes ses dimensions" humaines. Dans le premier cas, son ambition, ou son complexe, le porteront à égaler le prestigieux modèle occidental, à aimer ceux qui à maints égards demeurent son oppresseur, à se haïr, ou tout au moins à se renier. "Pour se libérer (de sa différence), du moins le croit-il, il accepte de se détruire. Le phénomène est comparable à la négrophobie du nègre, ou à l'antisémitisme du juif". Vaine mutilation ! Outre les remords de l'abandon des siens, il rencontre le refus du "monde civilisé" auquel il souhaitait s'assimiler et qui ne lui oppose, en attendant la répression que dérision [25]. C'est qu'en réalité si sincère soit-elle, la conversion au modernisme d'un prince saoudien ou d'un latifundiaire brésilien, d'un banquier libanais ou d'un despote asiatique ne saurait conduire à une redéfinition contre-nature d'une relation, naguère coloniale, aujourd'hui Nord-Sud, basée sur le contrôle politico-policier, aux fins d'intérêts stratégiques et de profits économiques fortement unilatéraux. Reste alors à l'indigène l'issue de la révolte, notre second cas. Rejet du modèle euro-américain à l'exclusion plus ou moins large de ses méthodes et techniques, éruption des haines et violences mutuelles, réponse au racisme d'agression du Nord impérialiste (ou multinational) qui déteste et méprise par le racisme de défense du Sud qui craint et continue d'admirer [26].

Trente ans après les dernières décolonisations officielles, ces commentaires n'ont rien perdu de leur actualité. Si différences il y a entre les rapports colonisateurs/colonisés d'hier et les rapports Nord/Sud d'aujourd'hui, elles sont moins de nature ou même de degré que de modalité. Là où le contrôle politique des métropoles d'antan résultait d'une administration quasi directe, celui du "centre" et de ses institutions satellites passe désormais par la manipulation des gouvernements locaux tenus à merci par l'endettement extérieur, la variation des marchés, et la dépendance logistique militaire, pour ne rien dire du clientélisme culturel. Le contrôle occidental des pétroles du Golfe est à cet égard exemplaire qui, après une nationalisation à 100 %, est passé de l'exploitation directe des gisements aux contraintes du marché (occidental), aux consultations des techniciens, au conseil politique des gouvernements. Là où ces modes d'influence apparaissent impossibles, superflus ou prématurés, ce cas "anormal", est mis de côté dans l'attente de jours meilleurs comme le sont par exemple les problèmes du Sri-Lanka, du Nigeria ou du Cambodge. D'autres fois, vu l'urgence politique intérieure, l'Occident se doit d'avancer à visage découvert, pour y échouer comme au Liban (Force

multinationale, 1982-1985), comme il s'y essaye encore aujourd'hui au Kurdistan d'Irak. D'autres fois encore, l'alibi d'une couverture onusienne et de l'unanimité diplomatique internationale, comme pour la crise du Golfe et la guerre d'Irak, occulte sous l'apparence d'un consensus universel, une coupure verticale mais surtout horizontale du monde entre ses riches et ses pauvres, sans altérer pour autant la réalité des griefs de ceux-ci. Articulés cependant dans le désordre sur fonds d'unanimité planétaire, le Nord, qui s'y trouve toujours peu ou prou mis en cause, à beau jeu de faire passer leur fragmentation pour de l'arriération et de l'incohérence.

Le désaveu et la répression des révoltes populaires ou des contestations d'intellectuels tiers-mondistes par leurs gouvernements ne contribuent pas peu à délégitimer la contestation du Sud au yeux du Nord. Elles en désolidarisent aussi, pour le temps présent et selon les apparences, toute une frange de la société locale qui se croit, à tort ou à raison, sous-bénéficiaire de l'hégémonie du Nord, soit parce qu'elle en accapare les retombées financières d'autant plus substantielles qu'elles sont limitées en nombre, soit qu'inondée par les produits, notamment télévisuels de la sub-culture occidentale, elle en subit l'effet anesthésiant. Ce n'est de toute façon pas la première fois qu'une entreprise de domination dispose au sein du dispositif adverse d'un cheval de Troie, dénoncé par les patriotes contemporains comme autant de Cinquième Colonne, collaborateurs et autres agents de l'ennemi. Le résultat en est qu'au conflit global Nord-Sud s'ajoute, ou plutôt s'en retransche, une guerre civile larvée du Sud. C'est ce brouillage qui a permis aux dirigeants de la coalition anti-irakienne d'affirmer que la confrontation en cours n'avait rien d'un affrontement Nord-Sud et que les manifestations pro-irakiennes anti-occidentales mentionnées plus haut n'étaient que l'expression d'oppositions politiques internes. L'agitation populaire en question faisait en réalité surtout apparaître que la coupure Nord-Sud de la planète passait à travers le Sud géographique entre mes "masses" et les gouvernements plus que jamais les "obligés" du Nord tant au plan de leur train de vie et de l'économie que de la sécurité régionale et locale. Une telle configuration semble devoir mettre pour longtemps le Nord à l'abri d'éventuelles menaces du Sud.

Menaces et nuisances

Solidaires du Nord pour leur survie, la plupart des régimes du Sud, à moins qu'ils ne soient franchement issus de révolutions populistes, constituent donc la première ligne de défense du premier face au second. En imaginant même que, révolution, démagogie ou seulement

démocratie aidant, ces gouvernements passent du côté de leurs opinions publiques, jouant ainsi les mauvais élèves de l'ordre mondial, acceptant de ce fait les rigueurs de la pénurie budgétaire, donc du sous-équipement militaire, l'incontournable question des moyens ne s'en poserait que plus. De ce point de vue, l'hypothèse d'un assaut de haute technologie, conventionnel ou ABC, aux préparatifs forcément décelables, reste pour longtemps totalement à écarter. Il est de même totalement exclu, notamment après la soi-disant guerre d'Irak où, en fait de guerre, on a assisté, comme à la manoeuvre au traitement éliminatoire de la prétendue 4ème armée du monde qu'un État ou groupe d'États du "Sud" soit assez téméraires pour défier dans l'offensive comme dans la défensive une coalition du Nord où figureraient les États-Unis d'Amérique. Cette leçon irakienne s'applique bien entendu aux États les mieux armés du tiers monde parmi lesquels on fera figurer à volonté la Chine populaire, voire, demain, selon l'évolution des critères, l'Union soviétique elle-même. C'est par conséquent de l'impossible addition des oppositions populaires nationales que résulterait à l'échelle mondiale, la contestation organisée de l'ordre mondial géré par les États-Unis.

On évoque aussi dans bien des milieux les conséquences désastreuses qui résulteraient pour la sécurité des pays industrialisés les ravages, au Sud, d'une famine, d'un chômage, ou d'une morbidité aggravés. Même si ces fléaux débouchaient sur une subversion généralisée qui en serait l'improbable résultat, celle-ci, fut-elle badigeonnée aux couleurs de l'Islam, ne saurait échapper à sa rédhibitoire infériorité. Crises et dépressions seraient-elles du moins susceptibles de mobiliser ces précaires annexes du Sud que sont au Nord les milieux de l'immigration et tout d'abord de les renforcer numériquement de manière significative ? Les tensions Sud-Nord devraient jouer plutôt à cet égard l'effet d'un frein. L'éventualité de migrations en force, ou seulement en masse, justiciables de contre-mesures militaires simples, comme la Turquie vient d'en faire la démonstration avec les réfugiés kurdes irakiens malgré la sympathie internationale dont ceux-ci bénéficiaient, ne saurait être sérieusement envisagée. Le scénario d'une infiltration incontrôlable légale ou clandestine généralisée n'est guère plus plausible dans la mesure où, avec la montée des tensions Nord-Sud, des réticences politiques dans les pays d'accueil se développeraient, en premier lieu chez les immigrés déjà installés, peu soucieux d'une concurrence compromettante ; ce serait faire bon marché aussi d'une efficacité policière aiguisée par l'urgence. Si l'on considère par ailleurs, grossièrement avec les extrêmes-droites, ou plus insidieusement avec les ministres de l'Intérieur, que le mal sévit déjà, que le perturbateur est déjà dans la maison, qu'il est susceptible

de déclencher des troubles sociaux contagieux (malgré le chômage) ou de verser dans le terrorisme par sympathie émotionnelle ou solidarité de classe (?), force est de constater que, partout en Europe, la crise du Golfe et le matraquage de l'Irak apportent un complet démenti. Car si, dans ces milieux, les griefs ne manquent, la peur de l'expulsion reste le sentiment dominant quand bien même les moyens de lutter ne feraient pas défaut.

Ni guerre militaire, ni vague terroriste, ni subversion sociale, les "menaces du Sud", phantasmatiquement construites par un public avide d'émotions-spectacles, par des décideurs, élus ou non, prompts à justifier par la popularité et le bon droit leurs entreprises intéressées, par des moralistes enclins à corser les exigences du devoir de justice et d'assistance par la menace d'un châtement, risquent bien de se réduire à de vulgaires nuisances dont Zaki Laïdi amorce l'énumération : drogue, immigration, sida, produits à bas prix envahissant le Nord, prolifération nucléaire, etc. [27]. Mais le pire inconvénient de la perpétuation dans l'inégalité d'une coexistence Nord-Sud idéologiquement, économiquement et politiquement, virtuellement conflictuelle n'est sans doute pas là. On le cherchera dans une relativisation générale du Droit que nous paraît devoir fatalement entraîner la pratique d'un système international monopolarisé : au plan interne l'alignement diplomatique des États ne peut s'opérer à l'encontre des opinions populaires qu'au mépris de la norme démocratique ; quant au droit international, il y a risque sérieux qu'il ne serve que d'alibi circonstanciel à un consensus obtenu sous l'empire de la nécessité ou, pire encore, de l'opportunité. S'il en était ainsi, le nouvel ordre international, faute d'être contractuel ne sera que policier.

[1] Edmond Jouve consacre à la discussion de cette réalité du tiers monde toute l'introduction d'un "que sais-je ?" et conclut qu'entre les pays du tiers monde les différences sont de degré, non de nature", qu'ils font, les uns et les autres, partie de la même galaxie" et que "leur spécificité relative ne saurait l'emporter sur leurs ressemblance ; Edmond Jouve, *Le tiers monde*, Paris, PUF ("Que sais-je ?), 2ème éd., 1990 : pp. 3-10. A l'opposé, un anti-tiers-mondiste aussi résolu que Carlos Rangel ne voit dans le sentiment de l'appartenance tiers-mondiste qu'une sorte infirmité mentale : jalousie envers les pays non communistes qui ont réussi" et "manque de confiance en soi", Carlos Rangel, *L'Occident et le tiers monde*, Paris, Robert Laffont, 1982 : pp. 60-62.

[2] Ce vocabulaire relève, bien entendu, de la "métaphore géopolitique" et contribue à alimenter, selon Yves Lacoste, à travers les "clichés pays riches/pays pauvres (...) l'idée qu'existerait une entité politique héroïque, le tiers monde", utilisée comme était naguère les représentations économique-sentimentales du socialisme" et la construction d'"un capitalisme métaphysique maléfique". Yves Lacoste, "A l'Est et au Sud", Hérodote, pp. 58-59, 3ème trim. 1990, p. 5.

[3] Certains auteurs proposent de retenir les quatre critères économiques suivants : la mono-production, l'impotence politique (en matière économique), la faiblesse du revenu "per capita", l'endettement extérieur. Cf. John Ravenhill, The North-South balance of power", International Affairs, 66, 4, oct. 1990, pp. 745-746.

[4] Cf. Bertrand Badie, Guy Hermet, Politique comparée, Paris, PUF 1990 : pp. 187 sq. L'expression du "spasme politique" est de nous. Elle ne veut rien dire d'autre que le cours convulsé de l'histoire.

[5] Cf. Edmond Jouve, op. cit., p. 95.

[6] Ils étaient 132 en 1989.

[7] Cf. Carlos Rangel, op. cit., p. 55. Une relation quelque peu engagée et relativement optimiste des relations Nord-Sud est également due, entre autres, à Abdelkader Sid-Ahmed, Nord-Sud, les enjeux (théorie et pratique du nouvel ordre économique international), éditions Publisud, 1981, 326 p. Pour une réflexion préliminaire sur l'avenir des relations Nord-Sud, voir aussi Ignacy Sachs & Christian Comeliau, "Eléments de stratégies alternatives des rapports Nord-Sud", Forum international pour sortir de la crise, pour une définition de nouveaux rapports Nord-Sud, Publish, 1986, pp. 181-196.

[8] Plus de cent Etats et quatremilliards d'hommes", d'après Yves Lacoste, op. cit., p. 5.

[9] Zaki Laïdi, "Les Etats-Unis, puissance prédatrice ?", document multigraphié, p. 17 (à paraître dans la revue Esprit).

[10] Un "Nord réunifié", écrit Zaki Laïdi, "Berlin-Koweït", les rapports Nord-Sud après la double secousse", Politique étrangère, juin 1991 (à paraître, p. 23 du manuscrit).

[11] Ceci nous rapproche d'une définition de l'identité politique de Malek Chebel pour qui elle "est une structure subjective caractérisée

par une représentation de soi déduite de l'interaction entre l'individu, les Autres (...) et le milieu". Cité par Yves Besson, Identités et conflits au Moyen-Orient, L'Harmattan, 1991, p. 19.

[12] Le Monde, 20/09/1990 ; 25/01/1991.

[13] Il s'agit de "multitude(s) d'individus offrant dans l'ensemble une certaine cohésion et qui ont en commun des liens affectifs se traduisant par des tendances religieuses, politiques, économiques, etc., similaires". La "foule" est la matérialisation physique de la masse. Cf. Paul Reiwald, De l'esprit des masses, Traité de psychologie collective, Declachaux & Niestlé, 1949, p. 12.

[14] Cf. Ali Merad, L'islam contemporain, Presses Universitaires de France ("Que sais-je ?) 1990, p. 109.

[15] Yann Richard parle même de "réaction émotive" (iranienne en faveur de Saddam Hussein. Le Monde diplomatique, n° 444, mars 1991, p. 14.

[16] Ces chiffres et les suivants sont tirés des tableaux statistiques de l'annexe 1 de l'ouvrage de Paul Balta (dossier établi et présenté par), L'Islam dans le monde, le Monde, 1991, pp. 348 sq.

[17] Le Monde, 17-18/02/1991.

[18] Déclaration du Gal Aslam Beg, chef de d'état-major de l'armée. Le Monde, 10/03/1991. Ce disant, il fait écho au sentiment de l'opposition proche de Benazir Bhutto, renversée le 6 août précédent et à un engouement populaire que signale l'impression du "maître de Bagdad" sur les plateaux à thé, Le Monde, 26/12/1990.

[19] Le Monde, 1/02/1991.

[20] Voir Indian Express, The Hindu, The Times of India, cités par Le Monde Diplomatique, mars 1991.

[21] Le Monde, 1/02/1991.

[22] Selon le concept développé par Zaki Laïdi, voir note n° 9.

[23] "l'exit option, mentionné par Zaki Laïdi, "Berlin-Koweït, les rapports Nord-Sud après la double secousse", op. cit. p. 23.

[24] Albert Memmi a esquissé naguère un "portrait du colonisé" qui, mutatis mutandis, correspond assez bien au "tiers-mondiste" latino-afro-asiatique. Qualifié de "paresseux" ; "débile", pervers", génétiquement rustique et frugal (la "sagesse orientale" !), "ingrat" ; "déshumanisé", en un mot, pour n'exister qu'en fonction des besoins du colonisateur. Albert Memmi, *Portrait du Colonisé, précédé du portrait du Colonisateur*, Buchet-Chaslé, 1957, pp. 105-114.

[25] Cf Albert Memmi, *op. cit.*, pp. 157 sq.

[26] *Ibid.*, pp. 167 sq. Plus radical, Jean-Paul Sartre évoquait dans sa préface au livre de Frantz Fanon "cette Europe qui n'en finit pas de parler de l'homme tout en le massacrant partout où il le "rencontre" dénonçait son "humanisme" "exquise justification du pillage, Frantz Fanon, *Les damnés de la terre*, Maspero, (Cahiers libres n° 27-28, 1961 p. 10, p. 22.

[27] Zaki Laïdi, "Berlin-Koweït", *op. cit.*, p. 1.